

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 13 au 27 avril 2018 > n° 30 • 1,50 € • ISSN 2251-7602

L'apprentissage à l'épreuve

Financement, orientation, âge limite :
les enjeux de la réforme.



La parole comme ascenseur social

Scolarisés dans cinq collèges de quartiers prioritaires, 20 élèves de 3^e se préparent au concours d'éloquence Ogma avec l'aide de l'association D-Clic.

Ba be bi bo bu. » Torse bombé. Pieds ancrés au sol. Sofana, élève au collège Leclerc de Schiltigheim, travaille son éloquence pour le concours d'éloquence Ogma, organisé par l'association D-Clic.

S'exprimer avec aisance, émouvoir et persuader, c'est le défi qu'elle s'appête à relever tout comme Eloïne, Achraf, Ryan, Chayma et quinze autres élèves de 3^e. Ces volontaires ont été sélectionnés par leurs professeurs. Ils représentent leurs cinq établissements appartenant au Réseau d'éducation prioritaire (Rep). Réunis en février au cinéma Vox pour la projection du film *À voix haute*, qui retrace le parcours d'étudiants de l'Université de Saint-Denis participant au concours Eloquentia, les novices de l'art du verbe découvrent ce qui les attend. Le premier tour se tient le 13 mars. À son issue, les dix meilleurs ont rendez-vous pour la demi-finale du 20 mars.

« Bien parler c'est la base »

Ryan, 15 ans, élève au collège François-Truffaut de Haute-pierre, aborde la compétition avec aisance. « *Ça m'intéresse grave ! Je veux devenir avocat. Bien parler c'est la base* », affirme l'adolescent à la taille haute qui achète des bonbons avant d'entrer dans la salle. Pour son camarade Achraf, 14 ans, l'événement est avant tout une occasion de « *bien parler français et de prouver qu'il est capable de réussir* ».

L'organisation de ce concours figure de longue date dans la boîte à idées de D-clic. Elle se concrétise cette année. L'association, créée il y a dix ans, a pour projet de renforcer la réussite scolaire et l'égalité des chances dans les quartiers prioritaires de Strasbourg. « *La parole révèle le milieu socioculturel d'où l'on vient. Elle est un puissant marqueur social. L'objectif est avant tout de faire prendre confiance en soi. En semant des graines très tôt, on souhaite marquer la pratique de l'oral dans leur*



Sonia Boujamaa / Cuej

vie », précise Achour Jaouhari, le président et fondateur de D-Clic. Et pour cause, la bonne pratique de la langue française par ces jeunes s'avère souvent difficile.

Pour Virginie Amblard, professeure de français depuis dix ans au collège François-Truffaut, les élèves de Rep présentent des lacunes lexicales, notamment pour décrire les émotions et les sentiments : « *Une cinquantaine de langues sont représentées au collège. Cela va du russe au wolof, en passant par l'arabe ou le berbère. Pour beaucoup, le rapport au français est lié à l'école.* » Autre facteur explicatif : le manque de travail à la maison. « *Ils ramènent plus de leur famille et du quartier à l'école que l'inverse. Certains ont d'autres charges à la maison, l'ambiance est parfois peu propice aux études au sein de leurs foyers* », ajoute-t-elle tout en soulignant la grande ouverture culturelle de ses élèves.

Travailler la gestuelle, le regard, l'intonation : les vingt collégiens doivent apprendre les ressorts subtils de la rhétorique pour espérer gagner. Après une session d'entraînement

■ **Chayma, 14 ans, répète sa plaidoirie une semaine avant le concours d'éloquence.**

12

Avril. C'est la date de la finale qui se déroulera dans la salle Marcel Marceau du quartier du Neudorf.

5

Collèges de Rep participent au concours d'éloquence : Erasme, Truffaut, Leclerc, Hans Arp et Lezay Marnésia.

organisée par D-Clic, ils s'attèlent à la rédaction de leurs plaidoiries. Ils doivent construire une argumentation sur un thème imposé.

S'entraîner à convaincre

Chayma, 14 ans, sémiillante élève au collège Leclerc, doit défendre le « oui » à la question suivante : la violence est-elle un moyen d'éducation ? Pour se préparer et se stimuler, elle se rend à la faculté de droit où étudie sa sœur.

Sofana, sa camarade, est l'aînée de sa famille. Après s'être occupée de sa fratrie pendant que sa mère travaille, elle se dirige vers la médiathèque afin de s'entraîner, à défaut d'avoir un espace bien à elle. Accompagnée de son amie Eloïne, l'adolescente aux cheveux crépelés châtain clair, skateuse à ses heures perdues, doit plaider le « non » à la question : doit-on se sacrifier pour un ami ? Un exercice difficile abordé avec motivation. « *Plus ce sera compliqué, plus je prouverai que je peux le faire.* »

Sonia Boujamaa

Cité de l'III : s'insérer au plus près

Rattaché au Centre social et culturel de l'Escale, un pôle d'insertion a ouvert ses portes début février. Objectif : aider les jeunes au chômage à trouver un emploi.

J'ai envie de montrer que malgré un parcours atypique, ils ont leurs chances de trouver un travail », confie Dolorès Camacho, coordinatrice du nouveau centre d'insertion de la Cité de l'III, à la Robertsau. Ouvert début février, au premier étage de l'emblématique tour Schwab, la jeune association se veut un lieu d'écoute, d'information et de soutien dans la recherche de l'emploi. Elle s'adresse aux chômeurs de longue durée mais aussi à un public en situation professionnelle instable ou insatisfaisante. L'objectif est de les aider à « remettre le pied à l'étrier » en les accompagnant dans la rédaction de CV, de lettres ou la préparation d'entretiens. Elle dépend du centre social et culturel l'Escale, initiateur du projet.

Répondre aux besoins des jeunes

À la Cité de l'III, le niveau de chômage atteint 53% chez les 15-24 ans, selon une étude de 2015. C'est le deuxième taux le plus élevé des quartiers de Strasbourg, après le Port du Rhin. Or un service de proximité manque à l'appel depuis 2012, date de fermeture de l'antenne de la Mission locale Cité de l'III. En sous-effectif, cet organisme dédié aux jeunes ne répondait plus aux besoins des habitants.

« L'équipe des trois membres n'était pas présente tout le temps. Les jeunes se retrouvaient devant la Mission locale avec la porte fermée », explique Sylvie Schrenck, directrice de la Mission locale de Strasbourg. La structure avait d'abord été brièvement redéployée à Hoenheim avant d'être définitivement rattachée au siège de la Mission locale pour l'emploi à Strasbourg, dans le quartier de la gare. Ce départ de l'organisme a « affaibli le tissu d'acteurs locaux mobilisés sur la thématique de l'insertion professionnelle »,



Le salon de beauté solidaire de la Cité de l'III existe depuis 2004.



Marine Chaize / CUEJ

pointe le rapport rédigé en 2015 dans le cadre du Contrat de Ville. Il n'a pas découragé une partie des jeunes de la cité : en 2017, 124 d'entre eux se sont rendus jusqu'au siège de la Mission locale de Strasbourg, alors qu'ils étaient 101 à fréquenter l'antenne de la Cité de l'III, deux ans avant sa fermeture. Mais pour d'autres, sortir du quartier reste difficile. « J'attends du pôle d'insertion qu'il capte un public de jeunes qui ne va pas spontanément à la Mission locale », ambitionne Sylvie Schrenck.

Ce défi, Dolores Camacho, épaulée de Majda Abdari, médiatrice sociale et insertion, entend bien le relever, mais pas seule : « On veut être un lieu de ressources autour duquel vont graviter divers partenaires. Cela suppose d'être au courant de tout ce qui se fait dans le quartier. » Surmenée en cette période de lancement, elle multiplie les appels et rendez-vous pour dénicher de nouveaux partenaires professionnels ou associatifs susceptibles de recruter ou prêts à donner un coup de main. Parmi eux, Carole Herrero, habitante de longue date de la Cité de l'III,

La Cité de l'III construite à la fin des années 1950 est située au nord de Strasbourg. Intégrée au quartier Robertsau - Wacken, elle compte 4 199 habitants.

est responsable de l'association Le Parcours. Elle vient en aide aux demandeurs d'emploi grâce à son salon de beauté solidaire situé dans la même rue que le centre d'insertion.

Redonner confiance en soi

Coiffeuse et conseillère en image, Carole Herrero animera chaque mois un atelier « Mieux-être et savoir-être ». Le but ? Redonner confiance en soi. Au programme : travail sur la posture, l'élocution, la gestion du stress ou encore conseils capillaires et vestimentaires. Autant d'éléments utiles lors d'un entretien d'embauche.

Carole Herrero n'en reste pas moins dubitative. « Mobiliser les gens ici c'est difficile, ils ne vont pas au-devant de ce qu'ils ont », regrette-t-elle. Le centre, qui propose des rendez-vous personnalisés trois jours sur sept, n'a pas encore eu le temps de trouver son public. Le 21 février, la permanence assurée par Lisa Laurent, chargée de Mission CitésLab pour l'accompagnement à la création d'entreprise, n'a attiré personne. Dolores Camacho a, de son côté, rencontré une quinzaine de personnes en deux semaines : des jeunes en quête de job d'été ou encore une maman kosovare en recherche d'emploi.

48,2%

des 15-64 ans de la Cité de l'III ont un emploi contre 56,5% à Strasbourg.

**Marine Chaize
Charlène Personnaz**

La fripe, c'est chic

Friperies et dépôts-vente montent en gamme. Ils attirent de nouveaux adeptes en quête de pièces uniques ou d'un nouveau mode de consommation.

Les friperies sont de véritables cavernes d'Ali Baba, on y va pour trouver une pièce unique», témoigne Sonia Dugravot, gérante du Cabaret du Chat à la Krutenau. Dans les rayons du Léopard, rue des Veaux, Yuna, 14 ans, déniche une veste rétro. « Moi, je vais dans les friperies pour trouver la fringue qu'on ne trouve pas partout », explique l'adolescente. « Ça c'était déjà ringard à mon époque ! », lance sa mère. Adieu l'image du grenier de grand-mère, le souvenir des odeurs de cave. Si la fripe avait un temps une image dégradante, kitsch et démodée, elle s'impose aujourd'hui comme une nouvelle norme vestimentaire. Mais certains a priori demeurent. « La niche est petite pour la fripe car tout le monde n'est pas prêt à mettre des chaussures déjà portées », regrette Sonia Dugravot. « Les gens sont assez frileux car il y a encore quelque chose de rassurant dans le neuf », constate Abdelmoumene Jawed, gérant de Speak Out, situé Grand'Rue.

Les 90's à la mode

Look sportswear, sneakers blanches et patchworks. Les années 1990 commencent à entrer dans la tendance vintage qui s'applique aux pièces de plus de vingt ans.

Dans l'Eurométropole, on dénombre une petite vingtaine de friperies et dépôts-vente. Un chiffre plutôt timide par rapport à Lille, par exemple. À l'exception de deux magasins Vétis à Schiltigheim et Niederhausbergen et d'Emmaüs au nord de Strasbourg, les enseignes sont concentrées dans le centre-ville de la capitale alsacienne. De nouvelles friperies sont venues s'ajouter aux plus anciennes qui ont déjà fait leurs preuves, à l'image du Léopard. C'est le cas du Cabaret du Chat qui a ouvert en octobre 2017. Dans cette boutique, pas de fouille dans les bacs. Les pièces sont sélectionnées une par une pour leur style vintage et exposées dans un décor où



Louise Claereboudt / Cuij

tout peut s'acheter, jusqu'au mobilier au design scandinave.

Acheter des vêtements d'occasion rentre peu à peu dans les mœurs. « L'Alsacienne des années 1980 à 2000 était plutôt réfractaire à ce système. Maintenant ça a beaucoup changé avec les nouvelles générations », se réjouit Carine Stutzer qui tient le dépôt-vente féminin Troc Mode Deluxe, rue du Jeu-des-Enfants, depuis près de 35 ans.

Un business en vogue

Les réseaux sociaux soutiennent la tendance en favorisant un renouvellement de plus en plus rapide des modes. « Beaucoup d'influenceurs, sur Instagram, ont permis de faire prendre conscience que ce n'est pas parce qu'un vêtement est de seconde main qu'il est plein de trous de mites », se réjouit le Strasbourgeois, Baptiste Piguet, fondateur de la friperie en ligne Rétrolab. Présente sur Instagram, Rétrolab attire surtout un public jeune, de 16 à 26 ans, et au fait des dernières évolutions.

■ La boutique Le Léopard, située rue des Veaux enregistre entre 50 et 70 passages en caisse par jour.

5 000

à 10 000 visiteurs ont été accueillis au salon du vintage les 7 et 8 octobre 2017 au parc des expositions de Strasbourg.

Nombreux sont les créateurs à surfer sur la vague rétro comme le montre la Fashion Week de Paris 2018 qui a pris des airs d'antan. Les friperies et dépôts-vente attirent toujours davantage une clientèle issue de la classe moyenne qui profite des prix attractifs pour s'offrir de grandes marques. Au Léopard, il faut compter à peine 15 euros pour un jean Levi's. « C'est une clientèle qui ne veut plus acheter neuf alors qu'elle en a les moyens », assure Emmanuelle De Brito Serafin, gérante du Troc Mode rue Sainte-Barbe. Les jeunes arpentent les friperies pour être à la mode, les plus de trente ans revendiquent davantage un choix de consommation. « Les gens ont compris qu'on a tout intérêt à lutter contre cette société de consumérisme à outrance », se réjouit Sonia Dugravot. Si cela permet d'élever la fripe au rang de genre noble, les prix augmentent en raison du pouvoir d'achat de cette nouvelle clientèle. Et Emmaüs ne déroge pas à la tendance. L'association caritative profite de cet engouement, pour la bonne cause.

Louise Claereboudt

Une vitre pas si innocente

Installés dans les salles d'audience du Palais de justice de Strasbourg au début de l'année 2017, les boxes en verre provoquent un débat sur la présomption d'innocence.

Dans la salle d'audience du tribunal de grande instance de Strasbourg, la communication semble difficile entre le prévenu et son avocate. Lui, se contorsionne pour placer sa tête à hauteur de l'une des fentes du bas de la cloison vitrée, elle, se tord le cou pour être au plus près de son client. La faute au box vitré. Ce cube de plexiglas est posé sur une estrade en bois et adossé au mur. Dimensions : plus de trois mètres de long sur deux de large et trois de haut. Quatre personnes peuvent tenir dedans, accusés, prévenus et policiers y compris. Les box vitrés ont fleuri partout en France après une généralisation actée à l'été 2016 par le ministère de la Justice. Installés dans toutes les salles d'audience du Palais de justice de Strasbourg à l'occasion de sa rénovation, ces cubes en verres ne font pas l'unanimité. Des voix s'élèvent et dénoncent ce qu'elles considèrent comme une atteinte à la présomption d'innocence.

Des problèmes symboliques et pratiques

Avant l'installation des boxes, « quand les gens arrivaient, on leur retirait les menottes : c'était la symbolique de la présomption d'innocence. Le box vitré, c'est des menottes en verre », déplore Eric Lefebvre, avocat au barreau de Strasbourg. Une position que partage son confrère Guillaume Delord : « Vous avez des gens qui sont présumés innocents, mais on les parque déjà comme s'ils étaient condamnés ! » La première impression est pourtant très importante selon Philippe Piot, docteur en droit : « Montrer quelqu'un menotté, entouré de gendarmes et enfermé dans une cage » renverrait l'image de quelqu'un de dangereux. Si les magistrats, qui sont professionnels, savent faire la part des choses, l'enseignant craint que les jurés en assises soient influencés par ces boxes. Un stéréotype que réfute une ancienne jurée :



Blandine D'Alena / Cuej

■ **Le 20 janvier 2017, les boxes vitrés faisaient leur apparition au Palais de Justice de Strasbourg.**

« Mon avis était surtout fonction de ce que disait l'accusé et de comment il se comportait. L'essentiel, c'est le contenu des débats. Et un procès, c'est des heures et des heures de débat. »

Les opposants aux boxes vitrés relèvent aussi un problème d'ordre pratique. « On ne peut pas s'entretenir avec nos clients. Vous avez vu ces ouvertures ? Si vous avez des gens trop petits ou trop grands, vous ne pouvez pas communiquer et eux n'entendent pas les questions », s'insurge M^e Lefebvre. Les boxes comportent quatre ouvertures : deux au niveau du visage et deux autres à hauteur des mains, lorsque le prévenu est assis.

La communication est encore plus difficile quand les micros sont défectueux. Un problème que la procureure de la République Yolande Renzi reconnaît : « Si on n'entend pas, évidemment ce n'est pas normal, il faut immédiatement le signaler. » À ses yeux, dans ce cas, il faut reporter l'audience ou faire comparaître les prévenus hors des boxes, si la salle n'est pas trop bondée.

Le mouvement global de réfection des tribunaux français a entraîné

la mise en place des boxes, selon Philippe Piot : « On réfléchit à faire des tribunaux moins majestueux, avec des salles plus petites et plus pratiques. » Conséquence, les prévenus et les accusés sont plus proches des magistrats.

Une installation préventive

L'installation de boxes vitrés peut paraître exagérée dans un tribunal correctionnel, qui juge les délits. Mais pour la procureure, les circuits mis en place dans le tribunal, du fourgon de police jusqu'au box vitré, doivent s'appliquer à tous. « Où place-t-on le curseur et qui le place pour dire "là c'est moyennement grave" à la seule vue d'un dossier écrit ? Qu'est ce qui ferait qu'un jour donné, on se dit "les circuits on s'en fiche ?" », s'interroge la procureure. Elle ajoute qu'il ne faut pas attendre un incident pour mettre en place des mesures de sécurité. Selon les chiffres du ministère de la Justice, en 2016, 88 incidents d'audience ont été recensés sur 700 000 procès.

**Vincent Ballester
Blandine D'Alena**

Article 318

du Code de procédure pénale : « L'accusé comparait libre et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader. »

Hébergement : il y a urgence

Après la vague de froid hivernale, la municipalité renforce le dispositif permanent d'accueil et d'accompagnement des personnes en situation de précarité.

On en attend encore combien ? On devrait remplir les 90 places. » Pascal Mutzig, directeur départemental des opérations de la Protection civile, s'active au gymnase Branly dans le quartier des Contades à Strasbourg. Le lieu a ouvert d'urgence en raison de l'activation du plan grand froid, vendredi 23 février.

Les lits pliants sont installés derrière le grand rideau noir qui cache l'espace nuit. Dès 20h, de nombreuses personnes isolées et des familles profitent de la chaleur de l'endroit autour d'un café et d'un sandwich, distribués par les bénévoles de la Protection civile. Emmanuel vient de Côte d'Ivoire. Il est à la rue depuis sept mois et a trouvé refuge dans ce lieu. Il s'estime chanceux : obtenir une place d'hébergement d'urgence relève souvent du parcours du combattant. « C'est difficile de joindre le 115 et, dès qu'on y arrive, on nous demande de rappeler dans deux heures. Ça faisait 20 jours que je dormais dehors », témoigne-t-il. Le jeune homme d'une vingtaine d'années dormira à l'abri pour trois nuits, avant de retourner aux Remparts, derrière la gare.

Activation du plan hivernal

L'ouverture du gymnase n'est pas la seule initiative du plan grand froid. La préfecture du Bas-Rhin a sollicité différentes associations afin d'ouvrir soixante places supplémentaires. Une dizaine de chambres d'hôtel a également été réservée pour abriter des familles repérées lors des maraudes effectuées par des associations caritatives. Ces places supplémentaires s'ajoutent aux 294 ouvertes au mois de novembre lors de l'activation du plan hivernal.

Au-delà de l'urgence hivernale, des centres proposent des places d'hébergement longue durée, de quelques mois à plusieurs années. Elles sont destinées aux personnes isolées



Ignacio Bormacini/ Cuij

comme aux familles en grande précarité.

C'est dans ce cadre que Roland Ries, maire de Strasbourg, a interpellé l'État dans une tribune cosignée avec six autres maires de grandes villes, publiée dans *Le Monde*, le 16 décembre 2017. Dans la foulée, la Ville a lancé un appel à projets pour créer 100 places d'hébergement de stabilisation dont 70 sont gérées par Caritas Alsace et 30 par ASF67. Selon Marie-Dominique Dreyssé, adjointe au maire en charge de la Cohésion sociale, « on ne peut pas seulement interpellier et ne pas faire ».

Définir un projet de vie

Caritas Alsace et Accueil sans frontière 67 (ASF67) ont été retenues pour mener à bien le projet avec une subvention annuelle de 500 000 euros, versée par la municipalité, que les deux associations se partagent. « L'argent ne sert pas qu'à l'hébergement, il doit permettre l'accompagnement des personnes », précise l'élue. Lundi 26 février, les premières places

■ Les bénévoles de la Protection civile assurent la surveillance de nuit au gymnase Branly à l'occasion du plan grand froid.

7000

personnes en situation précaire suivies par la préfecture du Bas-Rhin.

450

places d'hébergement d'urgence ont été ouvertes depuis novembre.

du dispositif ont été ouvertes à la Robertsau et à Schiltigheim.

Vincent Jullien, directeur adjoint d'ASF67, précise : « Nous aidons les bénéficiaires dans leurs démarches administratives d'accès aux droits, mais aussi pour permettre un accès à la scolarisation et aux soins. Nous cherchons la régularisation de leur situation pour qu'ils aient des ressources et, dans le meilleur des cas, leur permettre de quitter le logement et signer un bail à leur nom. »

L'association, locataire du bien, prend en charge toutes les dépenses. Les résidents restent dans le logement pour des périodes de trois mois renouvelables, sous condition de respecter certains engagements. Cela se traduit par des gestes quotidiens comme emmener les enfants à l'école s'ils ont été scolarisés, ou se rendre aux rendez-vous administratifs planifiés avec les travailleurs sociaux.

« Les personnes qui souhaitent être accompagnées doivent collaborer dans la définition d'un projet de vie », c'est la condition d'aboutissement de ce

programme, selon Germain Mignot, responsable de la permanence Arc-en-Ciel de Caritas Alsace. Bernard Guillemin, directeur de l'Association d'accueil et d'hébergement pour les jeunes (AAHJ) avait postulé à l'appel à projets mais son association n'a pas été retenue. « La Ville voulait agir vite et a privilégié les projets qui disposaient déjà de logements », souligne-t-il. Pour lui, l'argent ne manque pas forcément, il faudrait avant tout faciliter l'accès aux droits.

Vers une autonomie des personnes

Une grande part des personnes en précarité sont des demandeurs d'asile ou sont en situation irrégulière. « On a beau loger des personnes pendant des mois, voire des années, si elles n'accèdent pas à leurs droits, elles ne pourront pas obtenir un travail ou des aides qui leur permettraient de sortir de leur situation », insiste le directeur.

L'association AAHJ gère 550 places d'hébergement, urgence et stabilisation confondues, dont 55 à l'Hôtel du Château d'eau de la rue de Koenigshoffen à Strasbourg. Dans ce lieu, Bernard Guillemin désire développer l'autonomisation des personnes à travers la cuisine et la blanchisserie. Pour les personnes disposant d'un revenu, une participation au loyer à hauteur de 12% de leurs ressources est demandée. C'est une forme d'accoutumance au versement d'un loyer : « Nous voulons que lorsque nos résidents partent, ils soient mieux armés que lorsqu'ils sont rentrés. »

Cleyton Robinson, venu de Guyane, réside depuis deux ans à l'Hôtel du Château d'eau. Depuis huit mois, il



Ignacio Bornacin / Cuej

■ **Quand il ne s'investit pas dans les actions du Château d'eau, Cleyton Robinson profite d'un moment de détente dans sa chambre devant la télévision.**

occupe la même chambre, s'investit beaucoup dans les activités et reste toujours disponible pour aider. Cleyton Robinson vient tout juste d'obtenir sa carte d'identité française qu'il présente avec beaucoup de fierté. Il pourra bientôt toucher le Revenu de solidarité active (RSA), ouvrir un compte bancaire et devenir plus autonome. « Je voudrais repartir deux semaines en Guyane », projette-t-il. Et lorsqu'il le pourra, son souhait sera d'acheter une maison à Saverne.

**Augustin Bordet
Ignacio Bornacin**

70

des 100 places d'hébergement de stabilisation ouvertes fin mars sont gérées par Caritas Alsace ; 30 par ASF67.

3700

demandeurs d'asile à Strasbourg en 2017.

« Je lui ai juste donné des claques »

En février, le tribunal correctionnel de Strasbourg a jugé trois hommes qui minimisaient les faits.

Manette de jeux vidéo jetées à la tête, strangulations, coups dans le ventre et menaces de mort. Christian Seyler, président du tribunal correctionnel de Strasbourg, énumère les violences infligées par Smain G., 31 ans, à sa compagne. Derrière le box vitré de la salle d'audience, le chauffeur livreur a décidé de se défendre seul. Pour le prévenu, rien ne s'est passé le soir du 18 février. Si ce n'est une simple dispute. L'homme minimise les faits : « Dans un couple, il y a des hauts et des bas ». « Je lui ai juste donné des claques », concède-t-il.

Face à l'impertinence de celui qui n'a « rien à dire », la procureure de la République signale que la jeune femme « a vu sa dernière heure arriver et quelle boîte encore ». Elle réclame une peine de 30 mois d'emprisonnement, dont six avec sursis et mise à l'épreuve avec interdiction d'entrer en contact avec la victime. Une réquisition suivie par le tribunal, qui ordonne son maintien en détention. Il avait déjà été condamné en 2013 pour violences conjugales sur une précédente compagne.

« Je ne voulais pas le voler », répète Eric Z., 46 ans, la barbe grisonnante. Il nie avoir voulu partir sans payer le téléviseur. Le 26 février, le SDF passe en caisse chez Auchan. Il pose de la nourriture sur le tapis roulant et le petit poste de télé à ses pieds. M^e Marine Fioletti explique qu'il souhaitait régler ses achats en deux fois. Alcoolisé, Eric Z. a pris le carton sous le bras et est sorti du supermarché. Pour la défense, c'est lorsqu'il est interpellé quelques mètres plus loin qu'il s'est rendu compte de son oubli. Il a alors proposé de rembourser le magasin, plaide-t-elle. Récidiviste, Eric Z. affirme avoir économisé une centaine d'euros afin d'offrir cette télévision à une personne qui l'accueille occasionnellement pour prendre des douches. Des explications qui ne convainquent pas. Le procureur réclame huit mois ferme. Son avocate demande la relaxe et appelle, dans le cas d'une condamnation, à des mesures tenant compte de la dépendance à l'alcool de son client. Ce sera quatre mois pour vol avec maintien en détention.

Le 25 février, Rachid K., 32 ans, est surpris par les contrôleurs SNCF dans les toilettes du Metz-Strasbourg. Ce n'était pas pour éviter de payer son billet, argumente le jeune homme : « J'allais sortir ». Les agents ont attendu plus de 30 minutes avant de forcer l'ouverture de la porte, rapporte le procureur. Le prévenu, surpris dans son intimité, se serait immédiatement montré violent envers les deux contrôleurs, dont une femme. Coups, menaces et insultes, un mécanisme de défense, justifie son avocate, M^e Fioletti. Le trentenaire nie partiellement les faits : « Je n'ai pas tapé la contrôleuse ». Le ministère public requiert six mois ferme. Il en écope de trois.

Tifenn Clinkemaillié



Les Hirondelles ne verront pas le printemps

Dans le quartier des Hirondelles, à Lingolsheim, les tours des années 1970 ne seront bientôt plus que poussière. Au nom d'un Projet de rénovation urbaine (PRU) destiné à encourager la mixité sociale, la municipalité fait disparaître quatre grands ensembles.

Rue du Général de Gaulle, la tour 12-14 et ses 230 logements sera démolie en 2019. Parmi les 18 familles qui y vivent encore, certaines sont sans solution de relogement définitif.

Pièces en moins, loyers trop élevés, immeubles trop éloignés du quartier : les propositions présentées par le bailleur social ne conviennent pas

aux résidents. « *Je souhaite rester à Lingolsheim pour être proche de ma mère qui garde mon fils* », explique Manik Ghazarian qui a bataillé pour trouver un appartement dans le même quartier.

Ces personnes résident ici depuis 7, 11, 30 ans parfois. Malgré les Perrons insalubres, les squats à la nuit tombée et les détériorations des parties communes, elles ont du mal à quitter ces murs imprégnés de souvenirs. Eux devront plier bagages au plus tard le 31 mars 2018 pour un envol ailleurs qu'aux Hirondelles.

**Camille Battinger
Charlène Personnaz**







Les CFA changent de maîtres

Séverine Agli/Cuej

Les branches professionnelles deviennent les pilotes des centres de formation des apprentis à la place des régions.

Troisième au niveau national avec 37 422 jeunes en apprentissage en 2016, le Grand Est est une région dynamique dans ce domaine. Depuis le 1^{er} janvier 2017, elle expérimente avec six autres régions la possibilité d'accéder à ce type de formation jusqu'à 30 ans, contre 25 ans normalement. Le dispositif concerne environ 500 personnes et devait durer trois ans avant d'être évalué. Mais sans attendre, le 9 février, le gouvernement d'Emmanuel Macron a présenté les grandes lignes de la réforme de l'apprentissage. Qui plus est, la réforme prévoit de dessaisir les régions de la gestion de l'apprentissage.

■ **Au CFAI d'Eckbolsheim, 1350 apprentis suivent des formations du CAP au diplôme d'ingénieur mécanique.**

Ainsi, les CFA (Centres de formation des apprentis) ne seraient plus financés par le Conseil régional mais principalement par les branches professionnelles. Conséquence probable : les CFA où l'offre d'emploi est moins importante, dans les zones rurales ou dans des secteurs comme l'artisanat, risquent de recevoir moins d'argent et pourraient s'en trouver affaiblis. Or, « les CFA isolés permettent d'accueillir les populations peu mobiles ayant peu de moyens financiers. Ils ont peu d'effectifs mais jouent un rôle dans l'aménagement du territoire », souligne Christine Guillemy, vice-présidente de la région Grand Est en charge des lycées et de l'apprentissage. Aujourd'hui, la Région dispose de 51% de la taxe

d'apprentissage à répartir dans les centres de formation afin d'assurer un équilibre. La réforme, si elle est adoptée telle quelle par le gouvernement, prévoit un budget de 250 millions d'euros par an pour l'ensemble des régions afin de tenir compte des spécificités de l'aménagement du territoire, et 180 millions d'euros par an pour créer de nouveaux CFA ou procéder à des rénovations importantes. Un budget considérablement réduit pour les Régions qui disposent aujourd'hui de 1,6 milliard d'euros par an. « La région demandera à garder un rôle. Nous connaissons les territoires, ils n'ont pas les mêmes intérêts que les branches professionnelles », ajoute Christine Guillemy.

Le lexique de l'apprentissage

Alternance : système de formation qui consiste à alterner des périodes d'enseignement théorique dans un établissement de formation et des périodes de pratique en entreprise. Peut s'effectuer sous statut scolaire ou salarié (en apprentissage ou en contrat de professionnalisation).

Apprenti : jeune âgé de 16 à 25 ou 30 ans qui prépare un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique. Il signe un contrat de travail associant une formation en entreprise et des enseignements dispensés sous la responsabilité d'un CFA.

CAP : Le Certificat d'aptitude professionnelle se prépare en deux ans après la classe de 3^e, soit en lycée professionnel, soit en CFA. Il donne une qualification d'ouvrier ou d'employé qualifié dans un métier.

Contrat de professionnalisation : concerne les jeunes de 16 à 25 ans et les demandeurs d'emploi de 26 ans et plus. Le salarié suit une formation en rapport avec le poste qu'il occupe au sein de l'entreprise. Il s'adresse en priorité aux jeunes sortis du système éducatif sans qualification et à ceux qui veulent compléter leur formation initiale.

Le rôle de l'Education nationale

Dans le même esprit, les branches professionnelles pourront désormais créer librement des centres de formation sans avoir besoin de l'approbation des Régions. Vanessa Wagner, vice-présidente de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) Grand-Est, y est favorable : « Si les branches professionnelles demandent la création de formations, il y a des contrats d'apprentissage. Alors, il y a un CFA qui vit avec une économie qui fonctionne. » C'est le modèle des CFA privés comme le CFA Banques à Schiltigheim.

Les responsables de banques siègent au conseil d'administration et participent à l'élaboration des formations. La réforme questionne sur le futur rôle de l'Éducation nationale dans les CFA publics : elle pourrait composer avec les branches professionnelles pour établir les programmes de formation.

Ce projet de réforme vise aussi à simplifier le système pour que les entreprises soient plus enclines à embaucher des apprentis. Ainsi, quatre dispositifs distincts de subventions publiques seraient regroupés en une aide unique

14151

soit 60,8%
apprentis de
plus dans le
Grand-Est entre
1993 et 2016.

pour les TPE et PME. De plus, les entreprises auraient la possibilité d'engager des apprentis tout au long de l'année et plus seulement à la rentrée scolaire. Enfin, si une entreprise souhaite rompre un contrat d'apprentissage, elle ne serait plus tenue d'en passer par les prud'hommes. Ce serait à la Chambre de commerce et de l'industrie (CCI) de jouer le rôle de médiateur. Sur les 8000 dossiers qu'elle gère, Marie-Christine Calleja, directrice apprentissage et formation à la CCI Alsace, relève 22% de ruptures

de contrats. Certaines sont liées au manque de coordination entre la formation dispensée au CFA et le travail demandé en entreprise. C'est ce que constate David Alves, apprenti de 25 ans dans l'industrie : « *Ce que j'apprends à l'école n'a rien à voir avec ce que je fais à l'usine.* »

Après plusieurs mois de débat, le gouvernement semble avoir tranché en faveur des branches professionnelles. Le projet de loi sera présenté au Conseil des ministres en avril. En attendant, le débat reste ouvert.

« Tout de suite mis dans le bain »

À deux pas de Notre-Dame de Strasbourg, le restaurant le Tire-Bouchon forme 16 apprentis sur 42 employés, dont le cuisinier Christopher.



Martin Greenacre/Cuej

Le nœud de sa cravate est déjà impeccablement noué. À 16 ans, Gaëtan est apprenti-serveur au Tire-Bouchon, un restaurant traditionnel situé dans le centre de Strasbourg. « *On m'a tout de suite mis dans le bain* », glisse le jeune homme quelques minutes avant de prendre son service du midi. Après une seconde générale qui ne lui convenait pas, Gaëtan a opté pour un CAP en alternance au CFA hôtellerie-restauration d'Illkirch-Graffenstaden. « *C'est un rythme difficile à tenir, mais c'est quand même adapté* », résume-t-il. Au Tire-Bouchon, sur

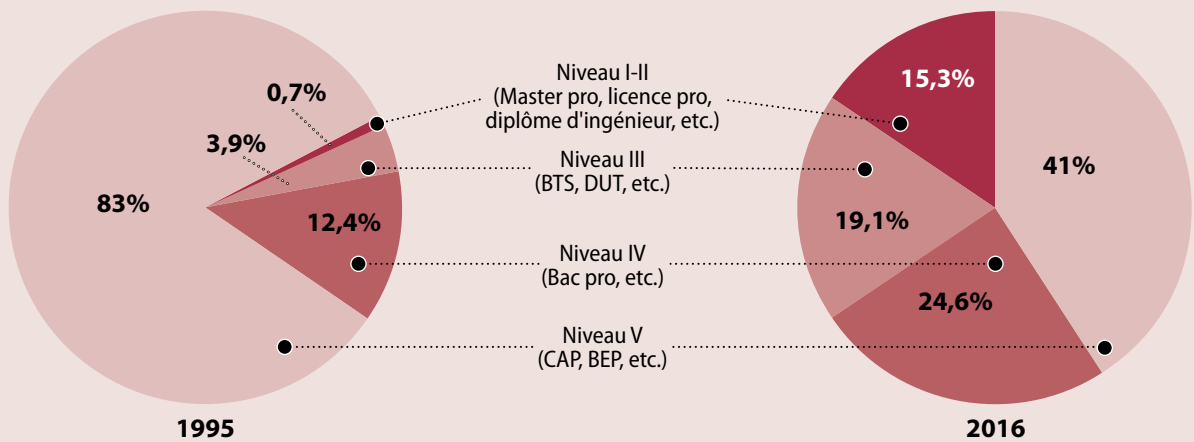
■ **Christopher entame sa première année de CAP cuisine. Il applique en entreprise les gestes appris au CFA.**

les 42 employés, 16 sont apprentis. « *L'apprentissage est le meilleur moyen de transmettre nos métiers* », explique Bénédicte Stoeckel, directrice de l'établissement et elle-même ancienne apprentie. Pour elle, les jeunes issus des CFA sont mieux préparés que ceux sortant des lycées professionnels sans avoir fait d'alternance. « *Les lycéens arrivent avec beaucoup de théorie, mais certains ne savent pas porter deux assiettes* », s'amuse-t-elle.

39h par semaine pour 1000 euros
Chaque année, le restaurant recrute une vingtaine d'apprentis

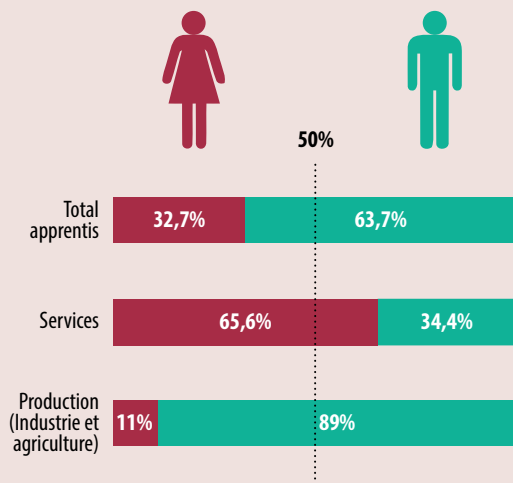
entre juin et septembre. Les annonces sont diffusées dans les établissements scolaires et publiées sur les réseaux sociaux. La majorité des jeunes embauchés viennent de l'Eurométropole même si, selon Bénédicte Stoeckel, ce n'est pas un critère déterminant. Pour eux, le choc initial est rude : « *Après un mois, la moitié d'entre eux arrête. C'est un métier difficile* », reconnaît la directrice. Dans le restaurant, les apprentis ne se trouvent pas tous en cuisine ou en salle. À l'image de Bérengère Bigot, 23 ans, en charge de la partie commerciale et comptable de l'établissement. « *Après un BTS hôtellerie-restauration, j'ai travaillé pendant deux ans. Je ne voulais pas retourner étudier sans salaire* », explique-t-elle. La jeune femme est désormais en licence professionnelle de gestion au CFA de la CCI Alsace. Elle travaille 39 heures par semaine pour environ 1000 euros par mois. En cours une semaine sur deux, un assistant administratif la remplace quand elle retourne en classe. L'aide de 500 euros pour passer le permis de conduire envisagée par le gouvernement trouve un écho auprès des apprentis du restaurant. « *Actuellement, on n'a pas le salaire pour se payer le permis* », déplore Christopher, 16 ans, en CAP cuisine gagnant moins de 400 euros par mois.

Evolution de la part des apprentis par niveau de formation et diplôme (Grand Est)



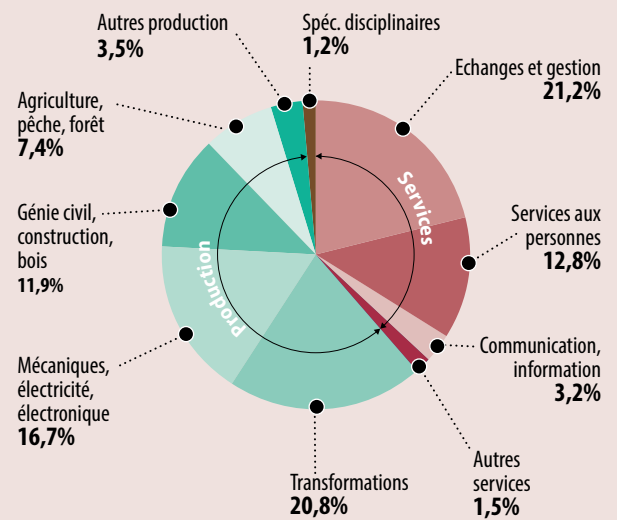
Source : Tableau de bord régional de l'apprentissage - Région Grand Est - 13 septembre 2017

Répartition des apprentis par genre Grand Est 2016



Source : Tableau de bord régional de l'apprentissage - Région Grand Est - 13 septembre 2017

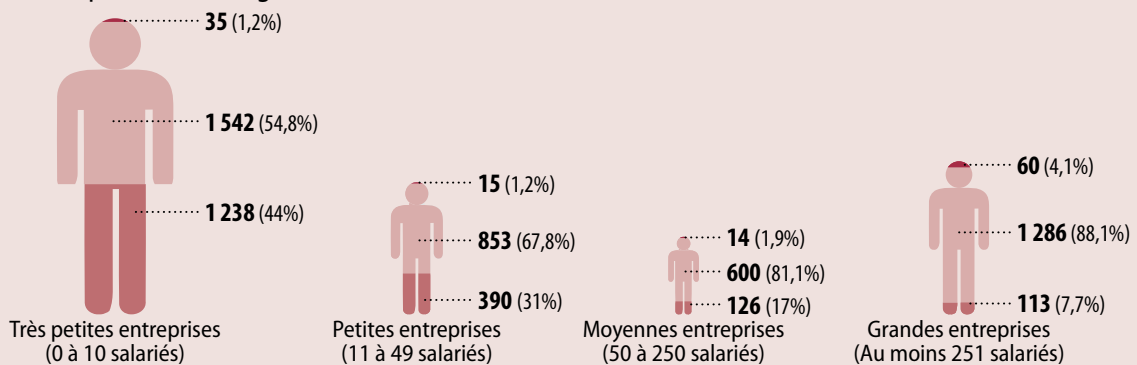
Part des apprentis par secteur d'activité Grand Est 2016



Source : Tableau de bord régional de l'apprentissage - Région Grand Est - 13 septembre 2017

Nombre d'apprentis dans les entreprises du Bas-Rhin en 2016

Répartition par tranche d'âge



Source : Ari@ne 2016 - exploitation SESE Grand Est

Tranches d'âge : 26 ans et plus 18 à 25 ans 15 à 17 ans

Redorer l'image de l'apprentissage

Victime de préjugés qui la réservent aux mauvais élèves, la filière s'étend dans l'enseignement supérieur et augmente le niveau des qualifications offertes.



Martin Greenacre / Cuej

En théorie, devenir apprenti constitue un choix. Or, « l'orientation vers l'apprentissage est souvent subie. Il faut arrêter de considérer que les voies professionnelles sont des voies poubelles », s'emporte Marie-Christine Calleja, directrice Apprentissage et formation à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Alsace Eurométropole. En 2015, l'apprentissage ne concernait que 5,3% des 16-25 ans dans le Grand Est. Pour redorer l'image de la filière, la réforme gouvernementale entend organiser des journées d'information destinées aux collégiens et lycéens, des classes de 4^e jusqu'en 1^{ère}.

Les filières longues en vogue

Si, en 3^e, l'élève dont les notes sont jugées insuffisantes est souvent orienté vers la voie professionnelle, l'image de l'apprentissage a toutefois évolué. Et c'est lié à son ouverture à l'enseignement supérieur en 1987, relève Viviane Marie, responsable apprentissage à la CCI depuis 30 ans : « L'apprentissage n'est plus uniquement une filière pour faire des études courtes. » Chef du service apprentissage de la région Grand Est, Didier Risser abonde en ce sens :

« Globalement, on constate une baisse de l'apprentissage pour les premiers niveaux de qualification. À l'inverse, il y a une augmentation des apprentis dans l'enseignement supérieur. » Au CFA de l'Industrie d'Eckbolsheim, 150 apprentis ingénieurs se sont inscrits en 2017, soit 20 de plus que l'année précédente.

Le projet de réforme prévoit aussi de rendre possible plusieurs rentrées au cours de l'année. « Aujourd'hui, quand vous avez loupé le coche en septembre, vous attendez un an, explique Viviane Marie. C'est toute une organisation à revoir mais cela existe déjà dans certains CFA. »

Ainsi, Loïc Coelho, qui a abandonné sa licence de sciences économiques au bout de six mois, a dû attendre la rentrée suivante pour choisir l'apprentissage. Il est actuellement en deuxième année de master au Centre de formation de la profession bancaire (CFPB) de Schiltigheim. « Si j'avais été mieux informé, je n'aurais pas commencé la fac. Les étudiants ne sont pas toujours assez encadrés », affirme-t-il. Conseiller d'orientation à Strasbourg, Lionel Kirschwing le constate : « Plus le projet professionnel s'affine et plus l'apprentissage est vu

84% des diplômés du Centre de formation de la profession bancaire (CFPB) sont recrutés dans le secteur bancaire.

comme un vrai choix d'orientation, avec de meilleures chances d'insertion. Surtout après bac +2 ».

Une ouverture à l'international

En parallèle, le gouvernement entend ouvrir aux apprentis le programme d'études à l'étranger Erasmus jusqu'ici réservé aux étudiants suivant un parcours universitaire classique.

En Alsace (comme en Lorraine) existe déjà la possibilité de suivre un apprentissage transfrontalier, en Allemagne. « Cela permet d'obtenir une première expérience professionnelle à l'international et d'enrichir ses connaissances sur la culture d'entreprise allemande. Le jeune améliore ses connaissances en langue et s'ouvre des perspectives de carrière en Allemagne », relève Franck Rotter, responsable du pôle transfrontalier à la CCI. On compte aujourd'hui 330 apprentis dans ce cursus. 90% sont Français et travaillent dans le sud de la Rhénanie-Palatinat ou dans le pays de Bade. Des régions allemandes qui manquent de main d'œuvre, notamment dans les secteurs de la vente et de l'industrie.

Dossier réalisé par :

Séverine Agi, Florian Bouhot, Thibaut Chéreau, Martin Greenacre

71%

C'est le taux d'emploi des apprentis de l'académie de Strasbourg en 2016.

Quand l'économie tourne rond

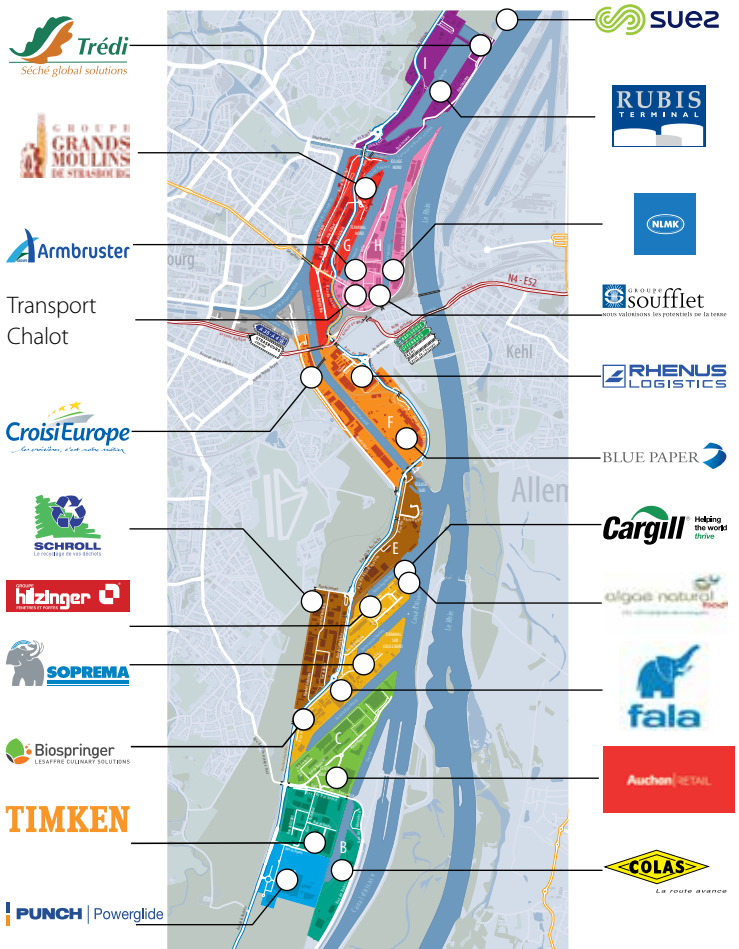
L'économie circulaire concerne aussi bien les particuliers, à travers des gestes simples comme le recyclage, que les entreprises. En Alsace, six programmes d'économie circulaire industrielle et territoriale sont en projet ou ont vu le jour depuis 2013. La plus ancienne et la plus dense est située à Strasbourg, au Port du Rhin. 22 des 320 entreprises de la zone sont regroupées au sein du projet CLES (Coopération locales et environnementales en synergies), qui a permis la mise en place de 11 initiatives.

Ce projet est soutenu financièrement par cinq acteurs publics : le Port autonome de Strasbourg, l'Eurométropole, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), la Région Alsace et le groupement des usagers des ports de Strasbourg (GUP). Les entreprises participent à travers leur cotisation de 1070 euros par an. La démarche vise à renforcer la compétitivité des entreprises, réduire leur impact environnemental sur le territoire et favoriser leur ancrage local. Les résultats obtenus au Port du Rhin restent modestes. Mais à leur échelle, ils contribuent à l'objectif ambitieux fixé par le ministère de la Transition écologique et solidaire de faire de la France « le fer de lance de l'économie circulaire au niveau mondial. » Publiée en février 2018, la feuille de route « pour une économie 100% circulaire » prône l'abandon du système linéaire « extraire, produire, consommer, jeter » pour redonner vie aux objets, les réinjecter dans un processus de production et de réutilisation. Les objectifs sont clairs : réduire les émissions de gaz à effet de serre, les quantités de déchets et créer 500 000 emplois.

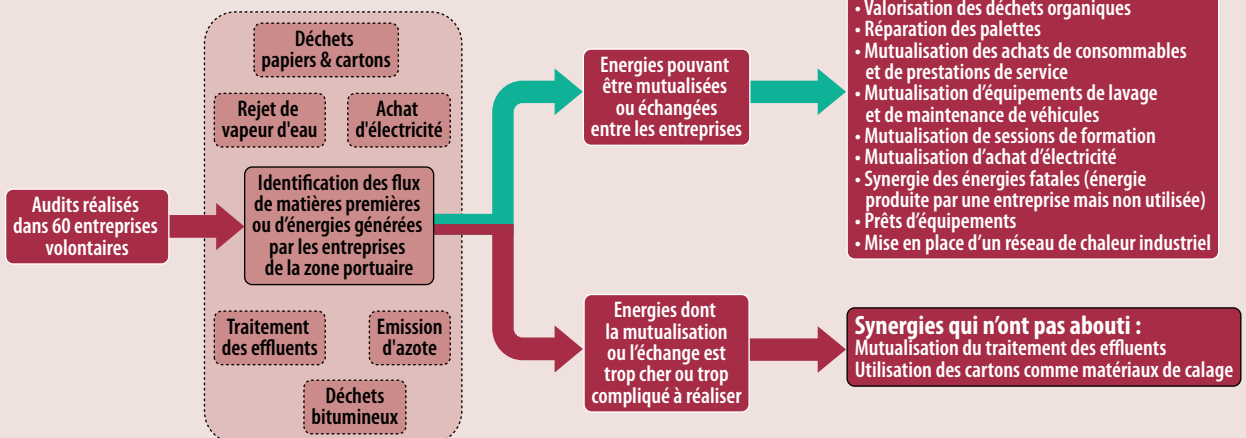
Camille Battinger et Marine Chaize

Erratum : dans le numéro 29 de *Vivacité*, le titre de la première infographie sur les taux de réussite des détenteurs d'un bac à l'université de Strasbourg est erroné. Il porte sur les détenteurs d'un bac général et non pas d'un bac professionnel.

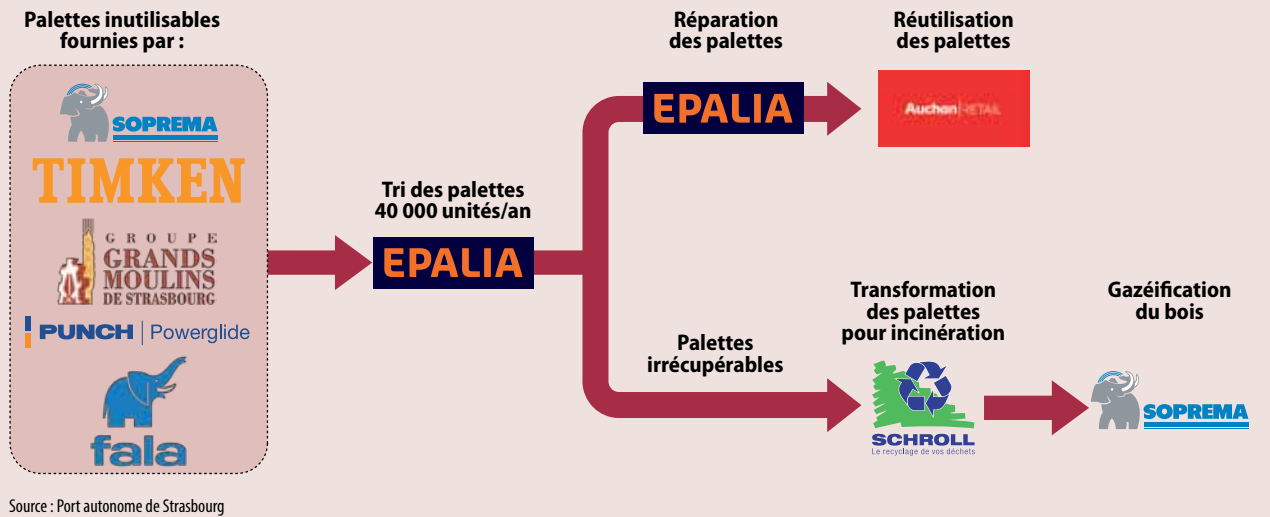
Les 22 entreprises dans la démarche CLES



Processus de mise en place des synergies



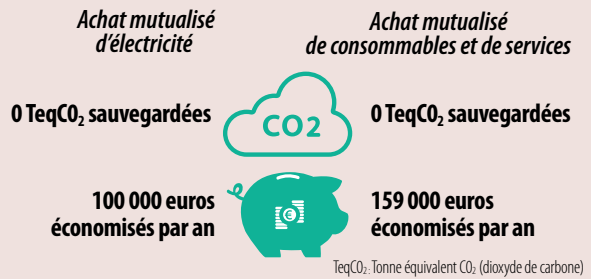
Exemple d'une synergie : Valorisation locale des palettes et déchets bois



Économies réalisées par an

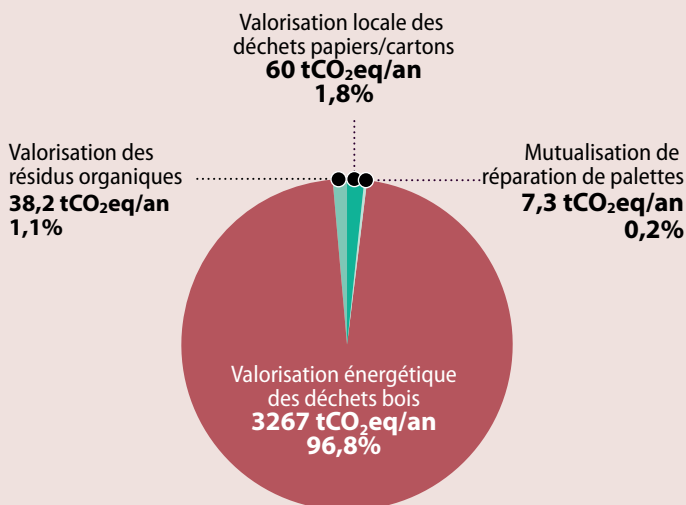


Des synergies plus économiques qu'écologiques



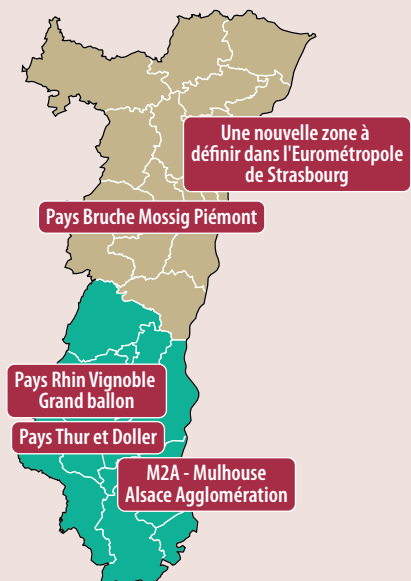
Economies de gaz à effet de serre réalisées

3372,5 tCO₂eq/an



Cuej Infographies/Sources : Communiqué port autonome de Strasbourg, 19 septembre 2017

Les projets d'économie circulaire en Alsace



Cuej infographies/Source : Ademe

Le hockey dans la peau

Entraîneur de l'équipe de hockey sur glace de l'Étoile Noire depuis 28 ans, le Canadien Daniel Bourdages se bat pour la reconnaissance de ce sport.

On pourrait l'appeler le Guy Roux du hockey sur glace. Rigoureux, inusable et surtout passionné. À 60 ans, Daniel Bourdages a laissé cette image à toutes les personnes qui ont travaillé à ses côtés. Et elles sont nombreuses après 28 ans à entraîner l'équipe de l'Étoile Noire de Strasbourg. Une longévité record dans un sport peu médiatisé en France et qui, à Strasbourg, reste dans l'ombre du Racing et de la SIG. « *Toute son énergie il la met au service du club, c'est son obsession* », souligne Bernard Gozillon, ancien président de l'Étoile Noire.

Une volonté sans faille

Débarqué le 1^{er} avril 1990 à Strasbourg, le Canadien a d'abord voulu rebrousser chemin : « *Quand on a atterri à Entzheim, il faisait tout gris, j'ai demandé à ma femme si c'était une blague !* » Premier diplômé au Canada d'une maîtrise en éducation physique spécialisée en hockey sur glace, le technicien venait de signer pour entraîner les jeunes de Montréal Bourassa et avait un temps plein comme professeur d'EPS en sport-étude. « *C'était parfait, tout était organisé. Et puis ma femme a décroché un poste au Conseil de l'Europe* », se souvient le Québécois.

Quitter son « *vrai pays* », sa famille, et ne pas être certain de retrouver une équipe, un sacré challenge pour celui qui chausse les patins depuis ses cinq ans. Mais il en faut plus pour décourager Daniel Bourdages, lui qui, enfant, jouait sur les lacs gelés avec des protections faites de linge pour encaisser les coups.

Le lendemain de son arrivée, attaché-case et CV sous le bras, il part à la recherche de la patinoire. Hasard du calendrier, le club de hockey cherche un nouvel entraîneur. Trois jours plus tard, le 3 avril 1990, Daniel Bourdages prend les rênes de l'Étoile Noire. « *Tout est allé très vite, j'ai eu beaucoup de chance* », se remémore le seul gaucher



Maxence Gil / Cuej

■ *A la fin de sa carrière, Daniel Bourdages retrouvera ses terres du Canada.*

de la famille qui ne pouvait pas emprunter les crosses de ses frères.

Concilier rigueur et amateurisme

Quand il arrive à la tête de l'équipe, le club évolue en division 2, l'équivalent du National en football, et les joueurs sont amateurs : « *C'était un autre niveau que celui au Canada mais, tout de suite, j'ai essayé d'apporter de la rigueur.* » Bourdages, c'est un « *personnage entier, parfois difficile à gérer* », confie le président actuel du club, Jean-Paul Hohnadel, mais « *il vit pour le hockey* ». À ses débuts, le Canadien ne comprenait pas que la patinoire ne soit utilisable qu'en novembre alors que les entraînements reprennent en septembre. Il n'hésite d'ailleurs pas à appeler Robert Herrmann, alors adjoint au maire chargé des sports. Sans succès.

Grand consommateur de NHL, le championnat américain, il entreprend d'initier ses joueurs à la tactique. Capitaine de l'équipe en 1990, Jacques Pousse se souvient : « *Dans le bus, il nous distribuait des livres avec le système de jeu à étudier.* » Une

innovation à l'époque. En 1995, ils sont sacrés champions et accèdent à la division 1. Lorsque « Dan » se balade à l'Orangerie avec son jeune fils, il se fait expliquer par les soignants du zoo les rapports sociaux très élaborés entre les singes. Histoire de comprendre le fonctionnement d'un groupe. « *Il nous aurait défendu contre vents et marées, à la limite de la mauvaise foi !* », se rappelle Stéphane Hohnadel, capitaine en 2004 de l'Étoile Noire.

Un manque de soutien

Pour jouer plus de 40 matchs par saison, le coach dispose d'un budget dérisoire et regrette le manque de soutien d'une ville comme Strasbourg. En 2006, l'équipe remporte la division 1 et accède à la ligue Magnus. Mais, « *la veille du match décisif, on m'a fait comprendre que c'était pas grave si on ne montait pas. Ça blesse...* » L'Étoile Noire n'a jamais quitté l'élite depuis. Cette saison, le club se bat pour le maintien et, dans la tête de Daniel Bourdages, c'est « *stress, hockey, stress, hockey...* »

Maxence Gil

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Alain Peter

RÉDACTRICE EN CHEF :
Charlène Personnaz

ICONOGRAPHIE :
Marine Chaize

CHEF D'ÉDITION :
Augustin Bordet

RÉALISATION :
Séverine Agi
Vincent Ballester
Camille Battering
Augustin Bordet
Ignacio Bornacin
Florian Bouhot
Sonia Boujamaa
Marine Chaize
Thibaut Chéreau
Louise Claereboudt
Tifenn Clinkemaillié
Blandine D'alena
Maxence Gil
Martin Greenacre
Charlène Personnaz

PHOTO DE UNE :
Martin Greenacre

MAQUETTE :
Daniel Muller

IMPRESSION :
Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.